

La crise agricole à la fin du XIXe siècle en France. Essai d'interprétation économique et sociale

In: Revue économique. Volume 21, n°4, 1970. pp. 521-553.

Citer ce document / Cite this document :

Lhomme Jean. La crise agricole à la fin du XIXe siècle en France. Essai d'interprétation économique et sociale. In: Revue économique. Volume 21, n°4, 1970. pp. 521-553.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reco_0035-2764_1970_num_21_4_407929

Résumé

La « crise agricole » qui se situe entre 1880 et 1900, en France, s'est traduite par un long mouvement de baisse des prix (gros, détail), situé dans le cadre d'un Kondratieff et d'un trend tous deux descendants. Et aussi par un ralentissement dans la croissance du produit agricole.

L'explication ne semble être ni monétaire, ni fiscale, ni sociale. La relation entre prix et production n'est pas non plus à retenir. Deux causes générales (retard technique, progrès des transports) ont joué, entraînant un accroissement de la concurrence étrangère et des importations massives de produits agricoles.

Les revenus agricoles ont baissé, de façon d'ailleurs très variable suivant leur origine, leur nature, le degré d'indépendance économique et commerciale des inté-ressés. Malgré tout, les structures agricoles du pays ont peu varié. Quant aux remèdes, ils ont été recherchés avant tout du côté de la protection, dont les effets, avantageux dans le court terme, l'ont été beaucoup moins dans le long terme.

Quand on s'interroge sur les effets sociaux de la crise agricole, on observe que les ruraux, vers la fin du XIXe siècle, vivaient dans l'isolement (matériel, moral) et dans un état de subordination que laissait subsister leur affranchissement poli-tique. La crise agricole a entraîné quelques réactions, dans l'ensemble modérées. Elle a donné aux agriculteurs la conscience de leurs intérêts communs et de leur force électorale. Mais, en définitive, ce sera seulement la guerre de 1914-1918 qui haussera la condition paysanne sur l'échelle des valeurs sociales.

Abstract

The French « agricultural crisis » between 1880 and 1900 resulted in a downward movement of both wholesale and retail prices, as part of a downward Kondratieff and downward trend. It resulted also in a slackened growth of agricultural product.

The reason for this is apparently neither a monetary nor a fiscal nor a social one. Neither can it be accounted for by the relationship between prices and production. Two general causes, i.e. technical gap and improvement in transport, were effective in bringing about increased foreign competition and massive imports of agricultural products.

There was a decline in agricultural income whose magnitude varied according to its source and nature, and to how independent the agriculturist was economically and commercially. However, the country's agricultural structures varied little. Remedies were sought primarily in protection, whose effects, although beneficial in the short run, were much less so in the long run. Investigating the social effects of the agricultural crisis it appears that farmers towards the end of the nineteenth century lived in both material and moral isolation and in subjection in spite of their political enfranchisement. The agricultural crisis brought about number of reactions though generally moderate. It made agriculturists aware of their common interests and electoral power. Nevertheless the agricultural status was not raised on the scale of social values until the 1914-1918 war.

LA CRISE AGRICOLE A LA FIN DU XIX^e SIECLE, EN FRANCE

Essai d'interprétation économique et sociale

RESUME La « crise agricole » qui se situe entre 1880 et 1900, en France, s'est traduite par un long mouvement de baisse des prix (gros, détail), situé dans le cadre d'un Kondratieff et d'un *trend* tous deux descendants. Et aussi par un ralentissement dans la croissance du produit agricole.

L'explication ne semble être ni monétaire, ni fiscale, ni sociale. La relation entre prix et production n'est pas non plus à retenir. Deux causes générales (retard technique, progrès des transports) ont joué, entraînant un accroissement de la concurrence étrangère et des importations massives de produits agricoles.

Les revenus agricoles ont baissé, de façon d'ailleurs très variable suivant leur origine, leur nature, le degré d'indépendance économique et commerciale des intéressés. Malgré tout, les structures agricoles du pays ont peu varié. Quant aux remèdes, ils ont été recherchés avant tout du côté de la protection, dont les effets, avantageux dans le court terme, l'ont été beaucoup moins dans le long terme.

Quand on s'interroge sur les effets sociaux de la crise agricole, on observe que les ruraux, vers la fin du XIX^e siècle, vivaient dans l'isolement (matériel, moral) et dans un état de subordination que laissait subsister leur affranchissement politique. La crise agricole a entraîné quelques réactions, dans l'ensemble modérées. Elle a donné aux agriculteurs la conscience de leurs intérêts communs et de leur force électorale. Mais, en définitive, ce sera seulement la guerre de 1914-1918 qui haussera la condition paysanne sur l'échelle des valeurs sociales.

ABSTRACT The French « agricultural crisis » between 1880 and 1900 resulted in a downward movement of both wholesale and retail prices, as part of a downward Kondratieff and downward *trend*. It resulted also in a slackened growth of agricultural product.

The reason for this is apparently neither a monetary nor a fiscal nor a social one. Neither can it be accounted for by the relationship between prices and production. Two general causes, i.e. technical gap and improvement in transport, were effective in bringing about increased foreign competition and massive imports of agricultural products.

There was a decline in agricultural income whose magnitude varied according to its source and nature, and to how independent the agriculturist was economically and commercially. However, the country's agricultural structures varied little. Remedies were sought primarily in protection, whose effects, although beneficial in the short run, were much less so in the long run.

Investigating the social effects of the agricultural crisis, it appears that farmers, towards the end of the nineteenth century, lived in both material and moral isolation, and in subjection in spite of their political enfranchisement. The agricultural crisis brought about a number of reactions, though generally moderate. It made agriculturists aware of their common interests and electoral power. Nevertheless, the agricultural status was not raised on the scale of social values until the 1914-1918 war.

I

LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE AGRICOLE

1. Constatation du phénomène

Tout d'abord, une question de dates : quand se situe exactement le phénomène auquel on donne, depuis longtemps (et nous ne discuterons pas sur la propriété ou l'impropriété du terme) le nom de « crise agricole » ?

Michel Augé-Laribé intitule la première partie de son ouvrage¹ : « La grande crise agricole, 1878-1914 ». Soit trente-six années. Mais le même auteur reconnaît lui-même que l'agriculture française s'est relevée à partir de 1900. Parlons donc d'une vingtaine d'années seulement, des deux dernières décennies du XIX^e siècle, soit 1880-1900. Au surplus, pour bien permettre de situer les points de départ et les points d'arrivée, nous relèverons uniformément les éléments statistiques de 1875 à 1905, en débordant ainsi de cinq années la période retenue, dans un sens et dans l'autre.

Cette durée résulte avec évidence de l'examen des prix, car la crise agricole se présente avant tout comme une *baisse des prix* étendue sur une vingtaine d'années. Examinons tour à tour les prix de gros et ceux de détail (*graphique I*).

— *Prix de gros* : il s'agit des deux composantes de l'indice général (base 1901-1910 = 100) dit des 45 articles : 25 matières industrielles, 20 denrées alimentaires. On a tracé des courbes correspondant à ces deux composantes pour permettre la comparaison.

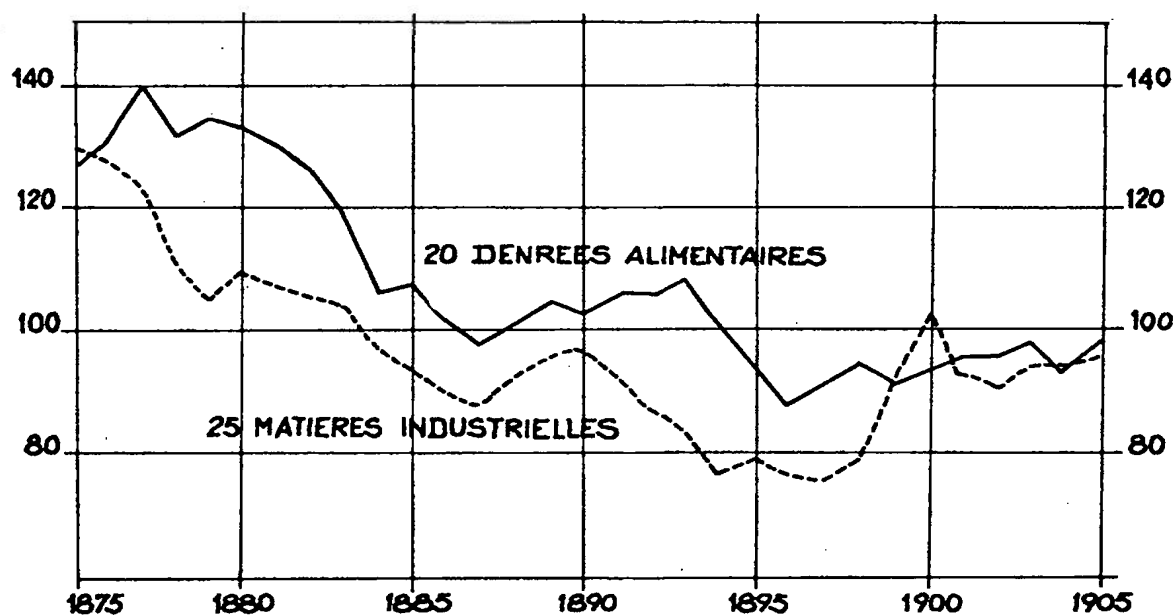
De leur maximum, 140 en 1877, les prix agricoles tombent jusqu'à un minimum de 88 en 1896. La chute a été à peu près ininterrompue. Seule restriction : la baisse s'est arrêtée et a même fait place

1. *La politique agricole de la France de 1880 à 1940* (1950).

à une hausse légère en 1887-1893 : sorte d'hésitation, de rémission. On observera aussi la lenteur du relèvement : du minimum de 88, l'indice ne parvient pas tout à fait à 100 en dix années (indice 99 en 1905).

GRAPHIQUE N° I

INDICES DES PRIX DE GROS (1901-1910 = 100)



(Source : *Annuaire statistique*, 1961, pp. 217-219)

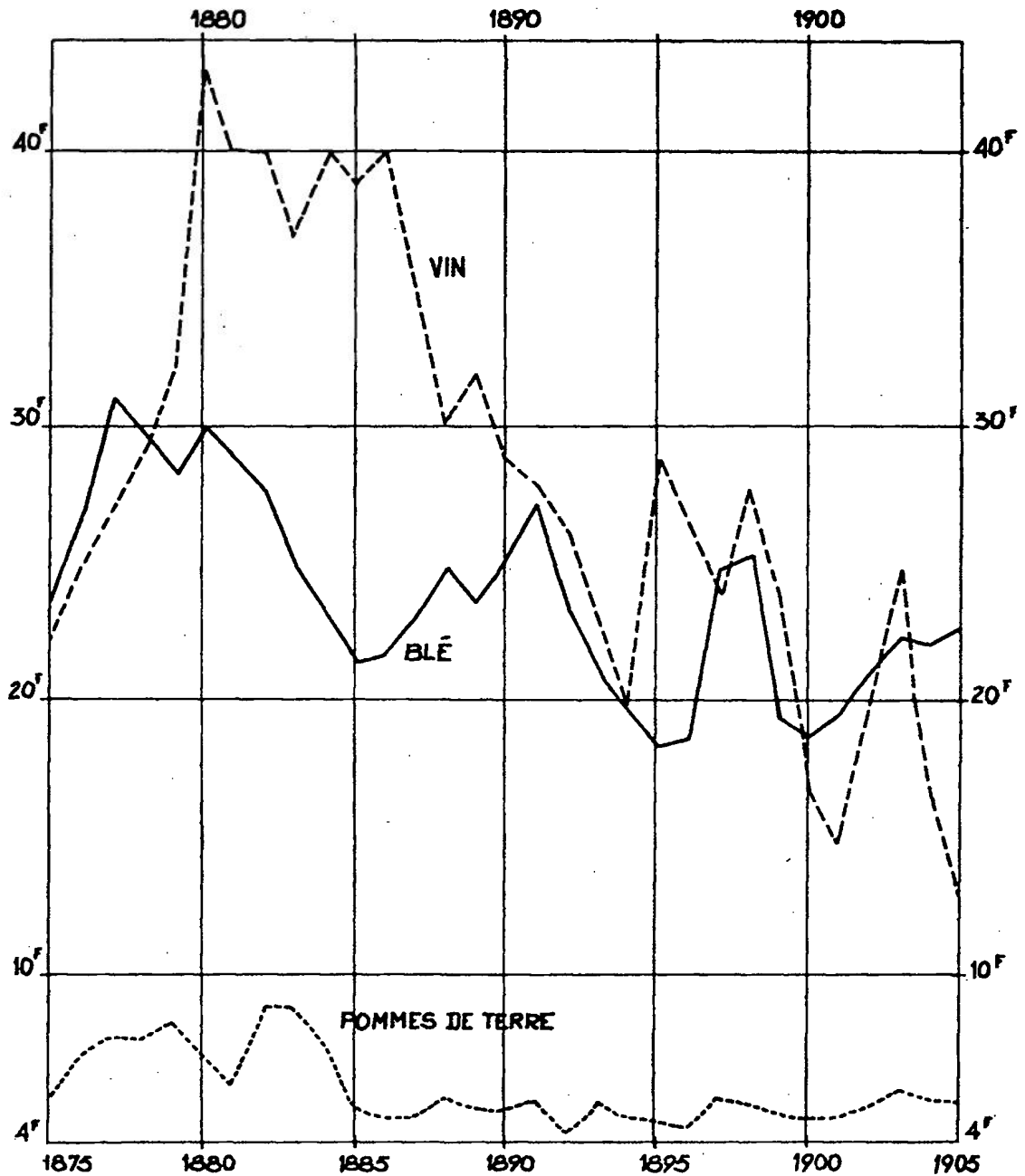
La différence avec l'allure des prix industriels mérite d'être soulignée : pour ceux-ci, la baisse a commencé dès 1873, le maximum se situant à 149 en 1872. Elle est plus lente et plus régulière, interrompue elle aussi à partir de 1887 par une hausse brève. Dès 1891, la baisse reprend. Ultérieurement apparaît une différence importante avec les prix agricoles : le relèvement des prix industriels est beaucoup plus rapide ; dès 1900, forte pointe dont l'agriculture ne connaît pas l'équivalent.

— *Prix de détail.* On a choisi trois denrées, toutes trois importantes, mais diverses quant à leur fonction, quant à leur place dans la production, savoir le blé, les pommes de terre (prix au quintal), le vin (prix à l'hectolitre). Les données sont reproduites sur le *graphique II*.

Naturellement, puisque les prix sont fournis pour telle denrée, prise à part, l'allure de chaque mouvement se révèle beaucoup moins

GRAPHIQUE N° II

Prix moyens du quintal de blé, de pommes de terre
et de l'hectolitre de vin (en francs)



(Source : *Annuaire statistique*, 1938, p. 63*)

régulière qu'avec un indice composite, formé d'une vingtaine d'indices partiels et pour lesquels la compensation peut se faire entre mouvements de sens opposés. On constate donc une extrême irrégularité des courbes, une allure « en dents de scie ». Considérons surtout le vin, dont la production, déjà, varie entre des limites très éloignées. C'est un véritable effondrement des prix qui se produit depuis 1880, où l'hectolitre a valu 43 F jusqu'en 1905, où son prix tombe à 14 F (soit trois fois moins !).

Malgré tout, pour les trois produits retenus, on discerne un vaste mouvement de baisse, dont le début se situe entre 1875 et 1885, et la fin vers 1895 (sauf pour le vin). D'ailleurs, comme toutes ces irrégularités risquent de troubler l'observation, nous aurons ci-après l'occasion d'utiliser des moyennes mobiles, moins trompeuses.

En tous cas, cette vue encore sommaire confirme l'idée que la « crise agricole » se situe bien dans l'intervalle des vingt années 1880-1900. Et encore qu'il ne s'agit nullement là d'une « crise », au sens scientifique et restreint du terme, c'est-à-dire d'un phénomène inclus dans le cycle Juglar de 7 à 11 ans, comme l'économie en connaissait à cette époque — le rythme semblant aujourd'hui rompu. Enfin, la chute des prix agricoles paraissant certaine dès 1880 et leur reprise également certaine dès 1900, il n'y a pas lieu d'étendre la crise de 1875 à 1907, comme le voudraient certains qui restent frappés par les vicissitudes qu'enregistre le marché du vin. En effet, une « crise viticole », due au phylloxera, a fait son apparition en France dès le Second Empire, en 1863. Elle est devenue catastrophique dès 1875, et c'était alors une crise de sous-production. La reconstitution du vignoble produisit des résultats spectaculaires vers 1899-1900 et la surproduction agricole, remplaçant la sous-production antérieure, donnait lieu en 1907 aux troubles du Midi. Cette double singularité qui marqua la production viticole, *avant 1880* et *après 1900*, et qui la différenciait du reste du marché agricole, était très justement considérée par Daniel Zolla comme un « phénomène économique spécial qu'on ne doit pas confondre avec une crise agricole générale »². Cependant, on ne devra pas oublier l'existence de ce malaise viticole, qui précèdera et aggravera le malaise de l'agriculture dans son ensemble, vers 1875-1880, avant de le prolonger plus tard, dans les premières années du xx^e siècle.

Pour se faire d'ailleurs une idée plus précise encore de la crise agricole, on doit la replacer dans son environnement temporel.

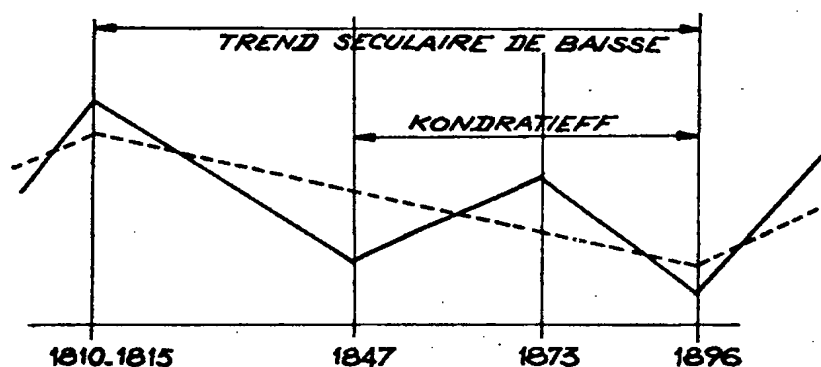
2. D. ZOLLA, *La crise agricole* (1903), p. 48.

La crise agricole de 1880-1900 s'inscrit dans le cadre d'un mouvement Kondratieff descendant, un des moins discutables que l'on connaisse, et qui se situe entre 1873 et 1896, soit vingt-trois ans. La phase ascendante du mouvement avait commencé vers 1847, soit vingt-six ans.

Et ce double mouvement Kondratieff, longuement et savamment étudié par G. Imbert³, s'inscrit lui-même dans un ensemble encore plus vaste, un *trend* séculaire des prix, qui est en baisse et couvre la presque totalité du XIX^e siècle, de 1810 ou 1815 à 1896. Le graphique III schématise la situation.

GRAPHIQUE N° III

(d'après G. IMBERT, pp. 21-22 et 372)



La crise agricole de 1880-1900 correspond par conséquent à deux vastes mouvements de baisse (le Kondratieff, le *trend* séculaire) dont les effets se surajoutent. Leur fin commune, en 1896, correspond au minimum des prix *pour tout le siècle*. Il eût été difficile aux prix agricoles d'échapper à cette influence déprimante. Nous verrons d'ailleurs bientôt (§ 2) que d'autres raisons, encore plus précises, et formant de véritables causes, ont orienté les prix agricoles dans le sens d'une baisse profonde.

Cependant, puisque nous évoquons la gravité de la crise, une mise au point devient nécessaire, du genre de celle qu'a proposée Augé-Laribé⁴ :

1. Les prix agricoles ont baissé, sans doute aucun. Mais n'y a-t-il pas eu compensation entre cette baisse et la hausse des productions,

3. G. IMBERT, *Des mouvements de longue durée Kondratieff* (1959).

4. Michel AUGÉ-LARIBÉ, *La Révolution agricole* (1955), pp. 190-192.

l'accroissement des quantités réduisant l'effet de la diminution des prix ? C'est là tout au moins une éventualité, sur laquelle nous reviendrons en parlant des revenus agricoles (§ 2). Retenons, sans plus, qu'on ne saurait proclamer sans autre démonstration, la « ruine » des agriculteurs français.

2. Et puis les « agriculteurs », ce n'est qu'un mot. De quels agriculteurs s'agit-il ? Des exploitants (et font-ils ou non de la polyculture) ? Ou bien des salariés (et dès lors, que sont devenus les salaires agricoles) ? Parle-t-on des métayers, des fermiers ? Nous reviendrons sur tous ces points (§ 2).

3. Il faut noter aussi les différences entre régions. Les productions animales ont moins souffert que les productions céréalières (voir également § 2). La plus défavorisée a été la production viticole, que le Languedoc, à la fois en raison de la monoculture, très fréquente, et parce que des circonstances successives et opposées ont fait naître la sous-production, vers 1875, puis la surproduction, vers 1905. Nous savons déjà que, pour les viticulteurs, la crise a débordé largement les dates limites de 1880 et de 1900.

Il reste un dernier moyen de mesurer la gravité de la crise agricole : c'est de rechercher le taux de croissance du produit net de l'agriculture. Les chiffres qui serviront de base à nos calculs sont empruntés à l'I.S.E.A.⁵. Ils ne concernent que certaines dates, à vrai dire assez commodes pour nous. On se rappellera que pour la phase antérieure 1847-1872, le taux annuel de croissance pour le produit agricole avait été de + 1,8 %.

Le relèvement ne s'affirme donc qu'à l'extrême fin du siècle, et sur ce point les calculs relatifs à la croissance des produits confirment absolument ceux qui concernaient les prix. Avec le xx^e siècle, on entre décidément dans l'ère des taux de croissance positifs et, en

5. *Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 158, p. 11 (février 1965). Les calculs de l'indice et du taux annuel de croissance ont été effectués par nous. Nous avons substitué, pour plus de rapidité, la date de 1909 à la double date 1908-1910 retenue par l'I.S.E.A. Nous n'avons garde d'oublier les travaux de notre collègue et ami Jean MARCZEWSKI (*Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 163, juil. 1965). Mais on sait que J. Marczewski utilise uniformément des moyennes décennales, pour le xix^e siècle : par exemple 1875-1884, 1885-1894, 1895-1904. Ce qui est fort admissible quand on travaille, comme il le fait, sur de très longues périodes, un siècle et demi. Pour nous qui travaillons sur vingt années seulement, le procédé ne saurait être retenu. On constate en outre, par les exemples donnés, que les décennies 1875-1884, etc., chevauchent fâcheusement sur nos dates de 1880 et 1900.

Au surplus, les résultats obtenus par J. Marczewski ne modifient pas sensiblement (dans la mesure où des rapprochements peuvent être tentés) nos propres résultats. Voir en particulier l'ouvrage cité, p. xci, tableau 33. C'est bien à partir de la fin du siècle que s'affirme le relèvement du produit agricole.

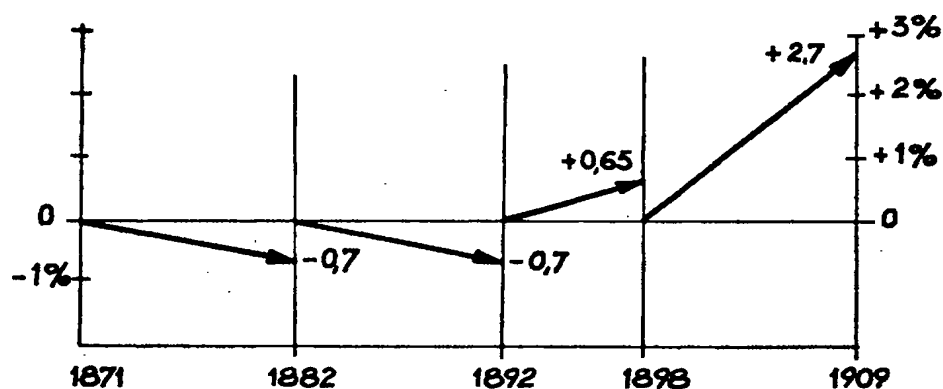
même temps, importants. Jusqu'alors, les taux de décroissance (en 1872-1882 et en 1882-1892) et même de croissance (en 1892-1898) demeuraient très faibles.

Dates	Produit net de l'agriculture (en millions de F courants)	Période	Calculs	
			de l'indice	du taux annuel de croissance
1872	8 267	»	»	»
1882	7 709	1872-1882 = 10 ans	93	- 0,7 %
1892	7 132	1882-1892 = 10 ans	93	- 0,7 %
1898	7 449	1892-1898 = 6 ans	104	+ 0,65 %
1908-1910 = 1909 .	10 088	1898-1909 = 11 ans	135	+ 2,7 %

Toutes les variations précédentes sont rendues sensibles par un graphique tel que le *graphique IV*. Les flèches indiquent le taux annuel de croissance ou de décroissance. La différence entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e apparaît très nettement.

GRAPHIQUE N° IV

(d'après les chiffres de l'I.S.E.A.)



2. Explication de la crise agricole

Pour mettre de l'ordre dans la discussion, nous commencerons par ranger à part une série d'explications que nous qualifierons brièvement de fausses, étant entendu que plusieurs d'entre elles pourraient tout de même contenir quelque part de vérité et se révéler plutôt insuffisantes que tout à fait inexactes.

Mettons à part l'explication, purement verbale, qui consisterait à dire que la crise agricole *s'explique* par la baisse des prix. Car la crise, *c'est* la baisse des prix elle-même et il y a là constatation, non pas explication. Il resterait à déterminer pourquoi les prix agricoles ont baissé, entre 1880 et 1900. La baisse des prix représente elle-même ce qu'il faut expliquer. De quoi dérive-t-elle ? Les interprétations fournies ont été multiples.

On a fait appel à la *monnaie*, en invoquant la rareté (relative) de l'or et la concurrence des pays à étalon d'argent, car le métal blanc se dépréciait par rapport au métal jaune⁶. La discussion battait son plein vers 1900, époque où le bi-métallisme se défendait encore avec ardeur. Aujourd'hui, la querelle est bien apaisée, autour des interprétations diverses de la théorie quantitative de la monnaie. Une crise aussi spécifique que la crise agricole de 1880-1900 doit avoir eu des motifs eux aussi spécifiques.

Les agriculteurs ont trouvé, pour défendre leur cause, les tenants d'une explication *fiscale* : ils auraient été, dès 1900, écrasés d'impôts, de là la crise. Démagogie trop facile ! Des auteurs, pourtant tout acquis aux intérêts de l'agriculture, ont mis les choses au point : ainsi D. Zolla, reconnaissant tout à fait fausse la formule qui pourtant eut du succès : « L'agriculture, bête de somme du budget ! »⁷.

Explication *sociale*, alors, tirée de la structure agricole de la France ? Cette interprétation encore se soutient bien difficilement : l'agriculture française se trouvait, à la fin du XIX^e siècle, dans une situation qui ne rappelait en rien celle de l'Est européen, par exemple. La grande propriété n'occupait pas, chez nous, la même place qu'en Russie, où d'ailleurs la *réforme* agraire devait, vingt ans plus tard, se transformer en *révolution*. De sorte qu'Augé-Laribé, dans un livre datant de 1912⁸, pouvait conclure ses observations sur la propriété agricole et sur l'exploitation agricole en énonçant que l'une et l'autre demeuraient fort stables : « Il n'y a pas actuellement chez nous une tendance marquée à de grands changements (dans l'agriculture). Les mouvements qui se dessinent ne sont ni uniformes, ni puissants ».

Reste alors une explication qu'il ne faudrait pas appeler : économique, terme trop général. Car il s'agit plus précisément d'invoquer, pour expliquer la crise, une certaine *relation entre production et prix*. Elle est moins simple que les précédentes et beaucoup plus intéressante à discuter.

6. D. ZOLLA, *op. cit.*, pp. 144-167.

7. D. ZOLLA, *op. cit.*, pp. 167-172.

8. Michel AUGÉ-LARIBÉ, *L'évolution de la France agricole* (1912).

L'idée générale en est la suivante : du moment que nous sommes encore, vers 1880-1900, en une phase de capitalisme libéral, et puisque la concurrence est en principe libre, il doit y avoir une relation entre les prix et la production, en vertu de la loi de l'offre et de la demande. Lorsque l'initiative vient des quantités, la relation est *inverse* et l'ordre des phénomènes est le suivant :

Excès de production → Baisse des prix

Ainsi la crise agricole résulterait d'une surproduction.

Les auteurs en ont discuté, Augé-Laribé comme D. Zolla⁹. Tous deux estimaient qu'il avait dû se produire une certaine compensation : la hausse de la production a pu parfois compenser la chute des prix. Mais aucun de ces deux auteurs, écrivant vers le début du siècle, ne disposait alors d'éléments d'information bien sérieux, au moins en ce qui concernait les quantités produites.

Sur la base des indications fournies par J. Sirol¹⁰, établissons un graphique tel que le graphique V.

Première constatation d'après les indices annuels : les variations sont souvent inverses, comme le faisait prévoir la loi de l'offre et de la demande. Si l'offre augmente, le prix baisse. Deux cas sont très caractéristiques :

— 1879 : forte baisse de la production, forte hausse des prix.

— 1896 : forte hausse de la production, forte baisse des prix.

Cela du moins jusque vers 1900, date où les variations deviennent plus difficiles à comparer.

Deuxième constatation, d'après les moyennes mobiles sur neuf ans (étude plus intéressante, parce qu'elle fait abstraction des mouvements annuels) : on observe un décalage notable entre les deux mouvements, production et prix. La *production* décroît (lentement d'ailleurs) jusqu'en 1889, puis se relève fortement. Les *prix* n'enregistrent le changement que bien plus tard, en 1894-1896, et leur démarrage véritable n'a lieu qu'à partir de 1900.

9. AUGÉ-LARIBÉ, *L'évolution de la France agricole* (op. cit.), pp. 14-27, et D. ZOLLA, *La crise agricole* (op. cit.), pp. 72-84.

10. Jean SIROL, *Rôle de l'agriculture dans les fluctuations économiques* (1942), pp. 508-509 et 504-505 pour les prix agricoles et les moyennes mobiles ; pp. 498-499 pour les indices du volume brut de la production agricole et les moyennes mobiles.

On notera l'existence de quelques différences, par exemple vers 1877-1879 entre la courbe des prix agricoles du graphique V et celle du graphique I. La cause en est que les deux séries ne sont pas construites de la même façon. En particulier, la base est 1901-1910 = 100 pour le graphique I, et 1914 pour le graphique V.

Donc *retard sensible* des prix par rapport à la production et l'ensemble des mouvements peut se résumer comme suit :

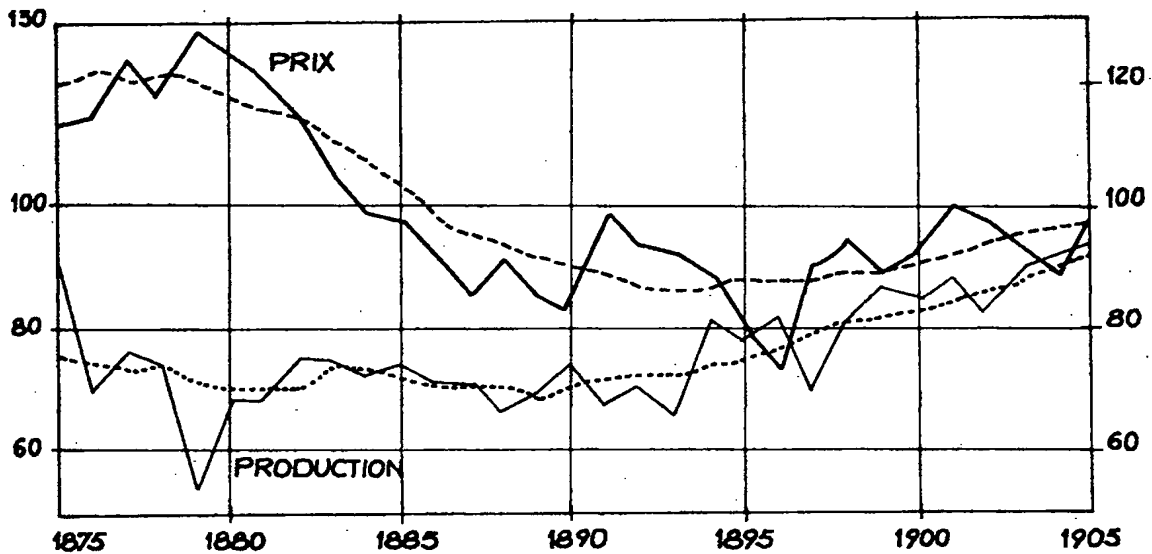
1° La production ayant été en baisse jusqu'en 1889, ce n'est pas son excès qui est à l'origine de la baisse des prix ; celle-ci a commencé dès 1880.

2° La production s'est relevée dès 1890 et cette fois, conformément à la loi de l'offre et de la demande, les prix ont décliné jusqu'en 1896.

3° Les prix se sont relevés, comme la production elle-même, à partir de 1900 environ, refusant d'enregistrer donc la hausse de la production. Bien au contraire, on constate — surtout dans les deux mouvements ascendants de la moyenne mobile en 1895-1905 — une symétrie certaine.

GRAPHIQUE N° V

Prix agricoles et volume de la production agricole
(indices annuels, 1914 = 100 et moyennes mobiles sur 9 ans)



(Sources : SIROL, pp. 504-505, 508-509, 498-499)

Impossible, par conséquent, de retenir l'explication de la crise agricole à partir d'une quelconque surproduction générale : *ce ne sont pas des mouvements de la production qui ont dicté ceux des prix.*

Reste alors, une fois écartées ces diverses hypothèses, à trouver la véritable interprétation de la crise agricole.

Il convient, tout d'abord, de se rappeler que le dernier quart du XIX^e siècle a été marqué par un double mouvement descendant de l'économie : *trend* en baisse, Kondratieff en baisse. Ainsi se trouvait créé, indépendamment des facteurs plus précis que nous allons énumérer, un *climat général de baisse*. C'est là non point une explication ni une cause, qui ne saurait suffire à elle seule, mais plutôt une sorte de condition fort générale. Pour la France, où la crise a revêtu une particulière gravité, il faut trouver autre chose.

A notre avis, la crise agricole de 1880-1900 comporte deux causes principales et directes ; et en outre une troisième cause, celle-ci dérivée des deux précédentes.

La première cause principale semble bien représentée par le *retard technique* que subit l'agriculture française à la fin du XIX^e siècle. On sait qu'à cette époque, la technique agricole faisait dans le monde de rapides progrès, notamment pour ce qui est de l'emploi des engrais chimiques. Or la France suivait mal, ou ne suivait qu'avec retard, rechignant en quelque sorte devant une adaptation pourtant nécessaire. Et sans doute, les dirigeants (ministres, administrateurs, groupements syndicaux) ont eu dans cette affaire une part de responsabilité. Sans doute ont-ils eu tort de ne pas répandre avec plus de conviction, plus d'efficacité les connaissances techniques désormais indispensables. Mais les agriculteurs eux-mêmes demeurent les plus fautifs. Ils en sont restés aux enseignements transmis par les générations antérieures, et trop portés à penser que les pratiques ancestrales suffisaient à tout. Augé-Laribé décrit fort bien leur attitude : « La crise agricole apparaît ainsi comme une crise d'adaptation à des conditions de vie économique transformées. Les agriculteurs à la tête dure et à la nuque raide n'ont pas su, n'ont pas voulu, n'ont pas pu suivre le progrès. Ils ont pensé que la sagesse traditionnelle leur conseillait de ne pas s'embarquer, ou de se laisser traîner »¹¹.

Conséquence immédiate : les rendements demeurent faibles, tout au moins par comparaison avec nos principaux concurrents. Voici les rendements à l'hectare pour le blé, au cours des trois années 1880, 1890 et 1900¹² (cf. page ci-contre).

La France est donc largement distancée par ses voisins (sans parler du Danemark dont nous reparlerons bientôt) qui, tous, s'appêtent à franchir le cap des 20 quintaux à l'hectare, s'ils ne l'ont déjà franchi.

11. AUGÉ-LARIBÉ, *La politique agricole...* (op. cit.), p. 80.

12. Source, *Annuaire statistique*, 1938, p. 281*.

Alors que les 11 quintaux de 1880 se rencontraient déjà sous le Second Empire et que, vers 1900, nous nous traînons encore vers le médiocre niveau de 13 quintaux !

Blé : rendements par hectare, en quintaux

	1880	1890	1900
<i>France</i>	11	12,7	12,9
<i>Belgique</i>	15,6	—	22,5
<i>Allemagne</i>	12,9	14,4	18,7
<i>Angleterre</i>	16,4	20,6	19,2
<i>Hollande</i>	16,9	17,7	20,4
<i>Danemark</i>	24,6	22,2	27,5

Deuxième cause principale : le perfectionnement des moyens de transport. Le développement des chemins de fer est bien connu. Pour ce qui est des transports maritimes, le canal de Suez a été ouvert en 1869 et surtout la navigation à vapeur remplace décidément la voile, les bateaux en fer se substituent aux navires en bois. Ainsi les transports (surtout par mer) deviennent à la fois plus rapides, plus réguliers, meilleur marché. Les blés des États-Unis, du Canada, les laines d'Australie peuvent venir concurrencer nos marchandises sur place. D'autres perfectionnements encore — la technique du froid — permettent même le transport des viandes venues d'Argentine. Donc la distance, qui constituait autrefois une protection naturelle, ne joue plus, ou joue beaucoup moins¹³.

En somme, des marchandises produites à moindre coût et qui peuvent venir, même de loin, concurrencer les nôtres : telle est la situation résultant des deux premières causes qui ont entraîné la crise agricole. Une troisième cause de crise, dérivant des deux précédentes, apparaît alors : elle est représentée par l'accroissement des importations étrangères.

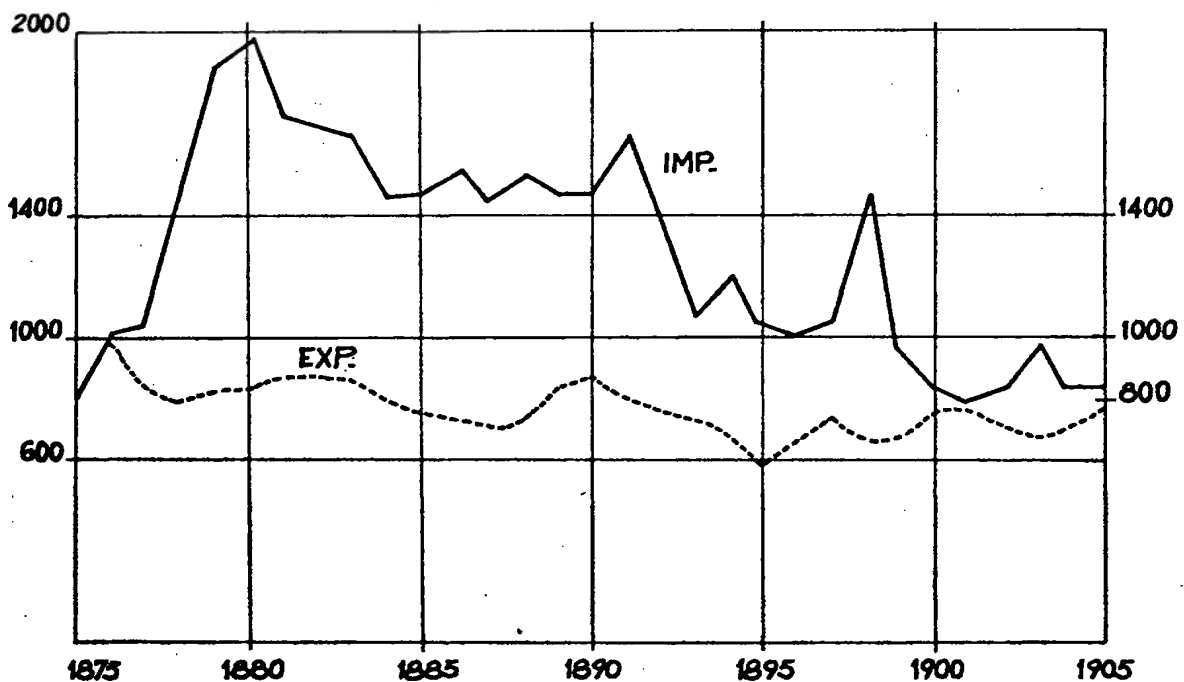
Considérons les statistiques du commerce intérieur, pour les importations de denrées alimentaires comme pour les exportations (ces dernières en vue de faciliter certaines comparaisons). Le graphique VI reproduit les mouvements ainsi dégagés.

On observe d'abord la relative stabilité de nos exportations de denrées alimentaires, qui demeurent sans cesse comprises entre les

13. D. ZOLLA (*op. cit.*) a longuement étudié ce point. Voir en particulier pp. 172-199 un examen très poussé des exportations de blé par les États-Unis, le Canada, l'Inde, l'Australie, l'Argentine. Pour le premier de ces pays, pp. 190-191.

limites de 600 et 1 000 millions de francs (sauf en 1895 : 591 millions), pour toute la période envisagée, cependant longue : trente années. Deux mouvements lents et longs se sont produits : l'un de baisse : 1876-1895 ; l'autre de hausse : 1895-1905.

GRAPHIQUE N° VI
 Importations et exportations d'objets d'alimentation
 (millions de francs)



(Source : *Annuaire statistique*, 1961, p. 199)

Les importations, elles, ont eu une histoire beaucoup plus agitée : le premier fait notable est ce maximum absolu qui se situe très haut, en 1880. De 801 millions en 1875, le montant des importations bondit à près de 2 milliards en 1880, soit une multiplication par 2 1/2 en cinq ans. Mais le chiffre diminue assez vite et connaît pendant quelques années, 1884-1890, une certaine stabilité vers 1 500 millions (mais c'est encore un doublement par rapport à 1875). Puis, à partir de 1892, effondrement : les importations de denrées alimentaires descendent au-dessous du milliard (et même au-dessous de 800 millions en 1901). Est-il besoin de rappeler que la loi Méline date précisément de 1892 ? Il apparaît bien que la politique protectionniste s'est montrée efficace : tout au moins dans le court terme, car il y aura des réserves à faire sur son effet à long terme. Le déficit commercial

en produits alimentaires, représenté par la distance entre les deux courbes du graphique VI, a connu deux phases :

1. Au cours de la première, il part pratiquement de 0 (21 millions en 1876) pour s'élever brutalement à plus d'un milliard deux années de suite (1879 et 1880). Il ne retrouvera jamais plus ce niveau, et se stabilisera entre 600 et 800 millions jusqu'en 1891.

2. Une deuxième phase commence en 1892, qui se marque par une décroissance très forte du déficit. Sans doute ce dernier retrouvera bien, passagèrement, quelque importance (843 millions en 1898, et 299 millions en 1903). Mais sa tendance est incontestablement à la baisse : il tombe à 50 et même 38 millions en 1900 et 1901, à 42 millions encore en 1905. L'équilibre, à peu de chose près, est bien atteint et l'on retrouve, à trente ans de distance, la situation de 1875. Il a fallu la mise en vigueur d'un protectionnisme sévère pour que la France cesse d'être envahie par les produits agricoles venus de l'étranger.

Le remède était-il adéquat ? Était-il le meilleur ? Nous aurons à en discuter. Pour le moment, bornons-nous à signaler, après les trois causes précédentes, des causes moins profondes et qui n'ont sans doute joué qu'un rôle secondaire. Il s'agit d'excès, tour à tour dans le sens de la monoculture et dans celui de la polyculture.

La monoculture, celle du vin, se rencontre dans telle région de la France comme le Languedoc. Il va de soi que ces régions furent particulièrement sensibles aux irrégularités de la production : sous-production d'abord avec le phylloxera, puis surproduction au début de notre siècle.

Inversement, la polyculture offre des inconvénients, quand elle est poussée trop loin. Chacun sait qu'au XIX^e siècle, le paysan français tient à produire lui-même son blé — éventuellement son vin, etc. Il consacre donc au blé des terres qui ne conviennent pas du tout à cette culture. De là une conséquence paradoxale : la France, qui figure parmi les très grands producteurs de blé dans le monde, figure en même temps parmi ceux dont le rendement moyen à l'hectare est le plus bas (du moins si l'on s'en tient aux grands producteurs). Nous avons constaté cette situation dans un précédent tableau, où la France était fort en retard par rapport à la Belgique, l'Allemagne, etc. Et même, un tout petit pays, très faible producteur, le Danemark, peut faire état de rendements deux fois supérieurs aux rendements français, en cette fin du XIX^e siècle. C'est que le Danemark, produisant peu de blé, choisit avec soin les terres qu'il y consacre, au lieu de le semer à peu près n'importe où, comme on fait en France.

Constatations qui ne sont qu'en apparence contradictoires : monoculture, polyculture, restent des abstractions et l'optimum, variable à l'infini suivant les circonstances, correspond à un certain équilibre entre l'une et l'autre formule. Il semble que la France du XIX^e siècle n'avait pas trouvé le niveau de cet équilibre.

Grâce à l'analyse ci-dessus, nous pensons avoir dégagé les éléments qui permettent de fournir une définition analytique de la crise agricole en France, à la fin du XIX^e siècle. Il s'agit, non plus de décrire, bien entendu, mais de déterminer les caractères *spécifiques*, structurels, en somme¹⁴ de la crise en question, qui nous paraît être :

- *un mouvement long* (une vingtaine d'années, 1880-1900, soit beaucoup plus qu'un cycle) *de baisse des prix agricoles* ;
- *s'insérant* dans un processus général de baisse de tous les prix (*trend* et Kondratieff en même temps) ;
- dû essentiellement au *retard technique* de l'agriculture française, et au *perfectionnement des transports* (surtout maritimes) ;
- tout cela *aggravé*, dans bien des cas, par une appréciation incorrecte de l'équilibre à maintenir entre monoculture et polyculture ;
- l'ensemble de ces causes *ayant entraîné* en France une *importation massive de denrées alimentaires* et *développé les germes de baisse des prix* déjà existants.

3. Conséquences économiques de la crise agricole

Sans pouvoir épuiser la liste des nombreuses conséquences économiques entraînées par la crise agricole en France, nous nous interrogerons sur celles qui ont pu concerner : A. les revenus agricoles ; B. les structures agricoles ; C. les remèdes enfin à la crise.

A. LES REVENUS AGRICOLES

Pour en avoir une vue d'ensemble, nous prendrons l'indice annuel brut des revenus agricoles, ainsi que la moyenne mobile sur neuf ans, fournis par Jean Sirol¹⁵. Les résultats sont reproduits dans le *graphique VII*.

14. Nous avons essayé de préciser le contenu de la notion de structure, « état des relations spécifiques », dans un article : « Matériaux pour une théorie de la structure économique et sociale », *Revue économique*, nov. 1954.

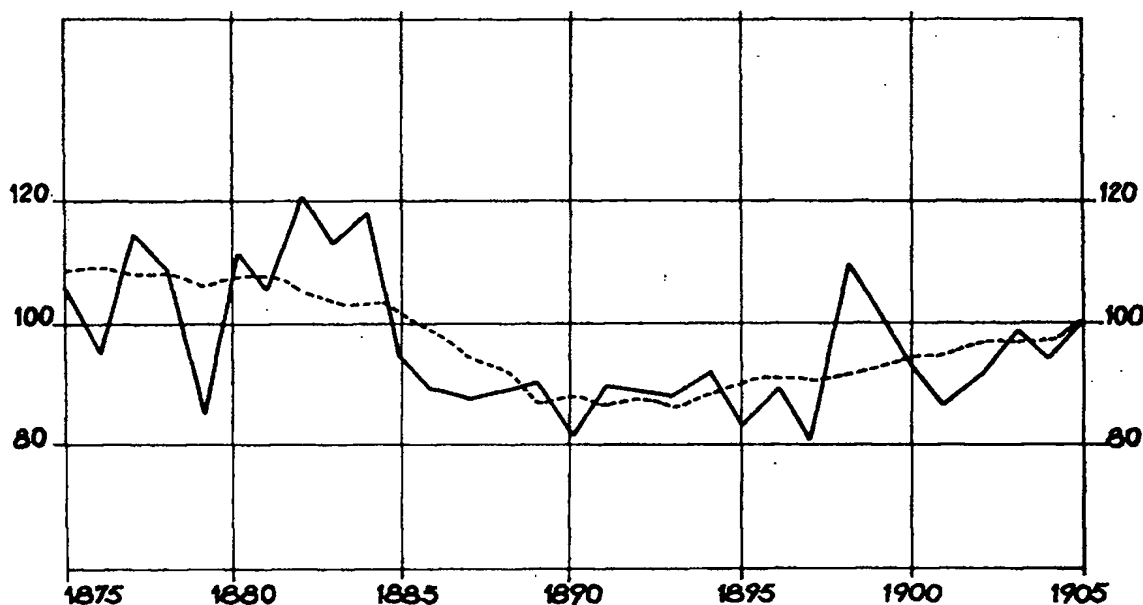
15. *Op. cit.*, pp. 508-509 et 442-444. On comparera utilement ces résultats avec ceux que fournit Georges DUPEUX pour le Loir-et-Cher, in : *L'Information historique*, mai-juin 1959, p. 116.

Comme on peut s'y attendre, ils se situent dans l'intervalle entre prix et production, puisque le revenu résulte de la multiplication de ces deux éléments. Les indices annuels montrent de grandes irrégularités : fortes hausses en 1882 et 1898 ; fortes baisses en 1879 et 1897. Pour la moyenne mobile, son minimum se situe au cours des deux années 1891 et 1893 (indice 87), c'est-à-dire entre :

- le minimum de la production, atteint en 1889 ;
- le minimum des prix, atteint en 1896.

GRAPHIQUE N° VII

*Revenu agricole, indice annuel (1914 = 100)
et moyenne mobile sur 9 ans*



(Source : SIROL, pp. 508-509 et 442-444)

Ensuite, relèvement jusqu'au niveau 101 en 1905.

Ainsi se trouve fournie, tout au moins partiellement, une réponse à la question posée ci-dessus. Nous nous demandons si une compensation avait pu se produire entre production et prix, les agriculteurs compensant la baisse des prix par une hausse des quantités produites. La réponse est plutôt négative : la production a baissé (jusqu'en 1889) en même temps que les prix (qui, eux, tomberont jusqu'en 1896) ; la compensation n'a pas eu lieu et le revenu agricole a diminué. Il ne s'est relevé que lorsque les prix et la production ont simultanément augmenté, c'est-à-dire à l'extrême fin du XIX^e siècle et

au début du xx^e¹⁶. Mais nous savons déjà que la relation entre prix et production n'a pas l'extrême simplicité que laisserait supposer la loi de l'offre et de la demande.

Pour mesurer plus précisément l'impact de la crise sur le revenu agricole, il faudrait encore tenir compte de l'auto-consommation. Appréciation d'ailleurs difficile. D. Zolla s'y est essayé¹⁷ et estime par exemple que la fraction commercialisée des produits peut être évaluée, pour l'époque où il écrivait — le début du siècle — de la façon suivante :

Froment :	2/3 des grains	1/2 de la paille
Avoine :	1/2 »	1/2 »
Seigle :	1/2 »	3/4 »

Il va de soi, en tous cas, que dans la mesure où la production agricole n'est pas commercialisée (et les indications précédentes tendent à prouver que cette mesure est forte), la baisse des prix ne fait pas sentir ses effets sur le revenu agricole.

D. Zolla a encore fait d'autres calculs intéressants, pour tenir compte du même facteur et d'autres encore (semences, alimentation du bétail, etc.). Voici les résultats concernant le froment, pour deux phases qui couvrent à peu près la période étudiée par nous¹⁸.

	<i>Moyenne</i> 1876-1885	<i>Moyenne</i> 1886-1895
Production annuelle totale, en millions d'hl	102	107
Valeur annuelle totale, en millions de F	2 176	1 885
Quantités vendues, en millions d'hl	68	75
Valeur annuelle correspondante, en millions de F .	1 451	1 287

De l'une à l'autre décennie, la perte correspondant aux quantités de froment effectivement vendues serait en moyenne de 1 451 — 1 257 = 164 millions de F.

Mais il va de soi que les indications précédentes, correspondant à des moyennes, traduisent seulement une partie de la réalité. La dispersion autour de la moyenne demeure forte et il convient d'insister quelque peu sur la diversité des situations particulières : en 1890 — comme encore aujourd'hui d'ailleurs — on ne doit comparer qu'avec précaution le cas du riche betteravier de l'Aisne avec celui de l'humble salarié du Languedoc viticole ou du petit propriétaire

16. Dans ce sens, v. AUGÉ-LARIBÉ, *La révolution agricole* (op. cit.), p. 190.

17. *Op. cit.*, p. 101.

18. *Op. cit.*, p. 104.

de l'Ariège. Déjà, la situation géographique impose des distinctions et les grasses plaines du Nord offrent peu de ressemblance avec les terres arides des Causses. Mais considérons plutôt des éléments de nature économique.

1. *Etendue des exploitations.* En 1892, il existe encore en France 3 millions 1/2 d'exploitations s'étendant sur moins d'un hectare ! Et l'on songera qu'à la même date, les établissements qualifiés officiellement de « petits » et couvrant des surfaces de 0 à 10 hectares, forment 85 % du total des établissements et 26 % de la superficie cultivée. Ou encore que la moitié des établissements agricoles n'occupent aucun salarié.

C'est dire combien la dispersion est accusée et combien, sur des exploitations de taille aussi réduite, la technique doit demeurer médiocre. Nous avons fait de ce retard technique une des grandes causes de la crise agricole. Dans ses cours d'économie rurale, tellement pleins de science et de vie en même temps, notre maître Hitier nous faisait remarquer autrefois que les exploitations agricoles les mieux gérées n'étaient pas celles des petits exploitants, bien trop pauvres et trop ignorants. Ce n'étaient d'ailleurs pas non plus celles des grands propriétaires, souvent dépourvus des capitaux qu'eussent exigés leurs vastes domaines. Mais bien plutôt celles des gros fermiers, dans le Nord, l'Aisne et le Pas-de-Calais notamment, disposant à la fois de capitaux importants et d'expérience, capables donc de mettre en jeu la technique nécessaire.

2. *Modes d'exploitation.* Entre les modes d'exploitation directs (faire-valoir direct) et indirects (fermage, métayage), la répartition, en 1892, était la suivante :

Faire-valoir direct	53 %	des superficies	75 %	des exploitations
Fermage	36 %	»	19 %	»
Métayage	11 %	»	6 %	»
	<u>100 %</u>		<u>100 %</u>	

Les propriétaires exploitant eux-mêmes formaient donc les 3/4 en nombre et la 1/2 des superficies. Facteur de stabilité sociale, on l'a signalé bien des fois. Mais aussi facteur de stabilité économique, peut-être même de stagnation, toujours à cause de la faible technicité de ces paysans-propriétaires, à cause également de leur manque de capitaux d'exploitation.

3. *Degré d'indépendance économique.* C'est l'opposition entre employeurs et salariés, qui ne se confond pas avec la précédente :

fermiers, métayers, ne sont plus des salariés, il est même fort possible qu'ils fassent travailler des salariés.

La situation des salariés agricoles est assez difficile à préciser, parce que très souvent le petit propriétaire loue ses bras pour quelques journées, quelques semaines afin de compléter son trop faible revenu. Françoise Langlois réunit dans la même rubrique des « salariés », deux sous-groupes : les salariés agricoles ayant un emploi stable et permanent, chez le même employeur, et les salariés qui travaillent chez des employeurs différents. Ces deux catégories réunies représentent 2 millions 1/2 de personnes en 1892, chiffre en diminution constante : il était de 3 millions encore en 1882¹⁹.

Pourquoi cette décroissance ? Le même auteur dit, très justement, que le métier de salarié agricole « est un métier subi, rarement choisi ». Ne reste en somme salarié agricole que celui qui ne peut gagner sa vie d'une autre façon. Car les moyens d'échapper à cette condition sont difficiles : il y a bien l'accession à la propriété, mais on conçoit qu'elle ne soit pas fréquente. Il y a aussi le moyen d'évasion que représente l'exode vers la ville et les métiers industriels. C'est par cette voie — guère plus attirante — que les salariés agricoles échappent, autrefois comme aujourd'hui, à la servitude de leur état.

4. *Degré d'indépendance commerciale.* A l'égard de l'ensemble des marchés, l'agriculteur se libère en pratiquant l'auto-consommation, dont nous avons dit tout à l'heure l'importance, vers la fin du XIX^e siècle. Et nous avons observé que, dans la mesure où il ne cherche pas à commercialiser ses produits, l'agriculteur échappe à la baisse des prix et cesse de ressentir le poids de la crise sur le montant de ses revenus.

A l'égard des marchés d'exportation, l'agriculture française se trouve parfois dans une situation de dépendance rigoureuse : ainsi pour le beurre des Charentes. Mais pour les viticulteurs, la situation est moins simple. S'ils produisent des vins de qualité, les marchés

19. Françoise LANGLOIS, *Les salariés agricoles en France* (1962), p. 9. Quant au montant du salaire touché par ces personnes, la consultation des statistiques est décourageante à leur égard. L'enquête agricole de 1911 indique, pour le département des Vosges, une marge acceptable : entre 3,50 F et 4 F par jour. Mais elle situe entre 1,50 F et 4 F le salaire agricole quotidien, pour les départements de l'Ain comme pour celui de l'Aveyron ! Autant dire que le renseignement reste inutilisable. On trouvera bien plus de profit à lire les pages consacrées par Augé-Laribé à la vie du salarié agricole, vers 1900 (*La politique agricole...*, *op. cit.*, pp. 97-102). L'extrême diversité des conditions d'existence, des modes de versement de salaire, de la durée du travail, etc., tout cela est beaucoup plus instructif que des statistiques abstraites.

extérieurs les intéressent, en vue de l'exportation. En revanche, si leur production est seulement de qualité courante, elle s'exporte beaucoup moins et ce sont les importations étrangères qui deviennent inquiétantes : tout au long de la crise agricole, et dans les prolongements que lui a apportés la crise viticole, on voit les viticulteurs du Languedoc s'élever contre l'importation des vins d'Algérie.

B. LES STRUCTURES AGRICOLES

La crise a certainement entraîné quelques modifications dans les structures agricoles de la France. Par exemple, les agriculteurs ont cherché à réduire leurs prix de revient, en comprimant les salaires. Les activités économisant la main-d'œuvre ont paru plus intéressantes aux exploitants, les autres tombaient en défaveur. De façon plus générale, on voit la production céréalière diminuer, au profit de la production fourragère qui, relativement à la précédente, est *labour saving*, elle économise du travail humain. Dans le quart de siècle qui sépare 1882 de 1907, on voit les surfaces consacrées à la production céréalière *tomber* de 15 à 13,5 millions d'hectares, pendant que les surfaces consacrées à la production fourragère *montent* de 10,2 à 15 millions d'hectares.

Pourtant, c'est quand même la stabilité qui l'emporte, et l'on peut s'en rendre compte par quelques traits faciles à dégager :

1. La *population* active consacrée à l'agriculture reste trop nombreuse et même elle s'accroît : entre 1876 et 1896, elle augmente déjà de 468 000 unités. Elle augmentera de 382 000 unités encore, entre 1896 et 1906²⁰. C'est là un facteur de gêne, un poids lourd à supporter, malgré le fameux « exode rural ».

2. La *production*, en agriculture, continue à s'effectuer suivant des modes traditionnels. Augé-Laribé nous a déjà fait sentir avec quelle réticence les paysans se soumettaient à la loi du progrès technique. Mais bien d'autres facteurs encore freinent la production agricole : ainsi le morcellement tout à fait excessif des exploitations, qui fait obstacle à l'utilisation des techniques modernes ; ou encore cette absence de capitaux d'exploitation, si fâcheuse et due d'ailleurs non pas à l'insuffisance de l'épargne, mais au fait que l'épargne s'oriente vers l'acquisition de parcelles nouvelles, bien plus que vers l'amélioration des cultures sur les parcelles déjà possédées.

20. Claude VIMONT, *La population active* (1960), p. 22.

3. La *commercialisation*, enfin, se fait toujours dans de très mauvaises conditions. Les organismes collectifs de vente, syndicats et coopératives ne connaissent encore qu'un développement tout à fait insuffisant ²¹.

Au total donc, malgré la crise, la plupart des structures anciennes de l'agriculture sont parvenues à se maintenir, le plus souvent par refus d'adaptation. C'est délibérément que les agriculteurs ont fait effort pour les conserver, attitude qui a eu pour résultat d'aggraver la crise et de la prolonger.

C. LES REMÈDES A LA CRISE AGRICOLE

Ils ont été recherchés parfois du côté de la *production* agricole. A vrai dire, leur ensemble se révèle fort peu cohérent et chacun d'eux résultait surtout des influences exercées par tel ou tel « groupe de pression », comme on dit aujourd'hui. Ainsi les mesures adoptées en 1887, 1897 et 1907 contre la margarine et la saccharine visaient à soutenir indirectement la production du beurre et celle du sucre de betteraves. Dans le même ordre d'idées, il faudrait faire état des dispositions infiniment complexes (lois sur les fraudes, par exemple de 1891 et de 1905) concernant la production du vin : nul n'ignore qu'en matière viticole, les groupes de pression sont nombreux et puissants, et d'ailleurs la viticulture avait souffert de la sous-production avant la crise agricole, de même qu'elle devait souffrir, après elle, de la surproduction.

Mais l'action exercée sur la production est peu de chose, par comparaison avec celle qui s'est appliquée à la *protection* de l'agriculture.

On pourrait s'étonner de voir le protectionnisme triompher, en une époque où cependant le régime capitaliste continue à s'affirmer libéral. Augé-Laribé rapporte un dialogue entre Léon Say et Méline, le premier énonçant : « Le protectionnisme, c'est le socialisme des riches » et le second lui répondant : « Le libre-échange, c'est l'anarchisme des millionnaires ! ». Traduite en langage moins tendancieux, la formule de Méline revient à dire qu'on ne peut plus s'offrir le luxe du libre-échange, quand on est pauvre, c'est-à-dire quand règne la crise agricole.

Nous n'avons naturellement pas à revenir sur une controverse au plus haut point classique. Rappelons seulement que la France n'était pas la seule à s'orienter ainsi vers le protectionnisme, à la fin du XIX^e siècle. L'Europe sentait quelles menaces pesaient sur elle,

21. AUGÉ-LARIBÉ, *Syndicats et coopératives agricoles* (1926).

prenait conscience de sa décadence (encore relative, à ce moment) et songeait à fermer ses frontières. La crise agricole des années 1880-1900 survenant dans un tel climat, ne pouvait manquer de faire naître des réclamations auxquelles il allait être bien difficile de résister. D'autant que l'industrie s'alliait à l'agriculture pour obtenir la protection et que les exégètes en sont réduits à se poser la question : qui a commencé ? Qui de l'agriculture ou de l'industrie a été la première à se faire protéger²² ? Une fois le mouvement commencé, les surenchères se sont produites, souvent habillées du vocable flatteur de « péréquations ». Et les partisans de l'autarcie alimentaire (en cas de guerre), le ministre des Finances lui-même, soucieux de voir ses recettes accrues, tout le monde en somme semblait, vers l'époque de la crise agricole, ne voir d'autre remède à celle-ci que dans l'établissement d'une protection.

Tout le monde..., du moins sauf les consommateurs, destinés à payer le prix de la protection. Mais les consommateurs, trop nombreux pour être convaincus, trop mal organisés pour être efficaces, ne pouvaient faire entendre que des voix faibles, dispersées. On sait comment une certaine politique tarifaire (lois de 1881, de 1892 surtout, de 1897) et une certaine politique conventionnelle (loi de 1892) ont rompu avec la tradition de 1860 et replacé la France parmi les nations protectionnistes.

Nous avons moins à retracer les conséquences du protectionnisme en général (conflits douaniers avec l'étranger, par exemple) qu'à rechercher son effet sur l'agriculture, victime de la crise agricole. Distinguons entre les effets directs et immédiats et les effets à long terme.

A court terme, on ne peut que constater, comme nous l'avons fait ci-dessus, la hausse des prix agricoles. Peut-être le mérite ne doit-il pas en être attribué tout entier à la seule protection²³ : mais

22. AUGÉ-LARIBÉ a amplement discuté ce problème dans son livre sur *La politique agricole...* (op. cit.), pp. 230, 233, 235, 240 et 275.

23. AUGÉ-LARIBÉ, *La politique agricole...* (op. cit.), p. 82. L'auteur y revient encore p. 278. La rédaction du présent texte était achevée, lorsque nous est parvenu l'intéressant article de Paul BAIROCH, « Commerce extérieur et développement économique », paru dans la *Revue économique*, janv. 1970, pp. 1-33. L'auteur pense que l'expérience libre-échangiste de 1860 n'a pas eu, sur la croissance, d'effets favorables, mais reconnaît volontiers qu'on aurait tort d'utiliser ces résultats pour appuyer le protectionnisme car « *et ceci est important* (souligné par l'auteur), ce n'est point l'industrie qui a été le plus défavorablement touchée... En effet, le ralentissement de la croissance a été plus marqué dans l'agriculture » (pp. 26-27). Limitant notre présente étude à l'agriculture, nous n'avons rien dit d'autre et il ne nous semble pas, effectivement, que le protectionnisme puisse invoquer, pour sa justification à long terme, le cas de la crise agricole de 1880-1900.

cette dernière y est tout de même certainement pour quelque chose. Comme la production a repris à partir de 1890, le revenu agricole lui-même a pu se développer à partir de 1891-1893. Les importations étrangères, qui avaient pris une ampleur redoutable, retrouvent à partir de 1892 un niveau moins élevé. De sorte que le déficit commercial, pour les produits de l'agriculture, se réduit à presque rien dans les premières années du xx^e siècle. Tous ces résultats sont difficiles à nier. Il est en tous cas impossible d'imaginer que leur réunion, leur simultanéité, corresponde à une simple coïncidence. En vérité, dans le court terme et même l'immédiat, la mise en vigueur de la protection a bien fait sortir l'agriculture française du marasme où elle était plongée.

Que le rétablissement ait dû se faire payer fort cher, on s'en convaincra en passant à l'étude du *long terme* et en envisageant de plus haut les possibilités qui s'offraient, aux dirigeants comme aux agriculteurs, vers la fin du xix^e siècle. Puisque l'étranger venait sur place concurrencer nos produits, moyennant des prix devenus compétitifs, le choix devait se faire entre deux politiques : l'une qui consistait à faire baisser les prix de revient, l'autre qui consistait à hausser les prix de vente. La première exigeait des efforts considérables, impliquait l'adaptation à des méthodes nouvelles. Sans doute aurait-elle même exigé la mise en œuvre de capitaux importants. C'était là la solution dure, rigoureuse. On ne l'a pas adoptée.

On lui a préféré la solution de paresse et de facilité, celle qui assurait la hausse des prix de vente, et non la baisse des prix de revient ; celle encore qui sacrifiait l'avenir lointain à l'immédiat. La protection correspondait évidemment à quelque chose de plus aisé, impliquait moins de contraintes, évitait les sacrifices. Mais elle avait l'inconvénient supplémentaire de généraliser l'habitude de quémander et de pousser les agriculteurs à intervenir sans cesse auprès de leurs mandataires, afin d'obtenir l'établissement, le maintien, l'ajustement de cette protection, si désirée, si instable, si nécessaire (ou jugée telle). Au point qu'Augé-Laribé va jusqu'à la comparer à un poison : il la trouve semblable à tel médicament dangereux, peut-être utile pour parer à un péril immédiat, mais dont l'usage permanent donne lieu à une intoxication pour l'organisme qui ne peut plus s'en passer²⁴.

La réponse à la question posée semble donc bien être nuancée : dans le court terme, le protectionnisme a représenté un remède effi-

24. AUGÉ-LARIBÉ, *La politique agricole...* (op. cit.), p. 232.

cace à la crise agricole. Mais le remède a été dangereux dans le long terme et il n'a sans doute pas été le meilleur de ceux qui s'offraient alors.

On nous permettra de conclure sur ce point par une observation quelque peu désenchantée : la politique protectionniste en question, quelque jugement qu'on porte sur ses dangers, ses effets, a été fort bien conçue pour ce qui est de sa technique ; elle fut également soutenue avec beaucoup de persévérance. Le contraste éclate alors avec ce qui se passait dans d'autres domaines : la France a découvert du premier coup et maintenu sans défaillance une politique protectionniste, alors que, dans le même temps, elle ne ressentait pas le besoin d'une politique *démographique* ; qu'elle ne parvenait à se décider ni pour une politique *fiscale*, ni surtout pour une politique *sociale* dignes de ces noms.

II

L'INCIDENCE DE LA CRISE AGRICOLE SUR LES STRUCTURES SOCIALES

Examinant ci-dessus les causes invoquées pour expliquer l'apparition de la crise agricole, nous avons éliminé la cause « sociale ». Ni la répartition de la propriété, ni celle des exploitations, n'offraient de situation vraiment révolutionnaire, malgré l'affirmation de certains socialistes — de certains seulement, car plusieurs reconnaissaient la spécificité de la condition rurale en France, à l'époque de la crise agricole.

Mais si cette dernière ne semble pas avoir été l'*effet* de facteurs sociaux, il y a tout lieu de penser au contraire qu'elle a été la *cause* de certaines transformations, dans le milieu social représenté par l'agriculture française. Dans quelle mesure donc la crise agricole a-t-elle modifié l'existence des ruraux ?

1. La vie sociale des ruraux, à la fin du XIX^e siècle

Elle est caractérisée par deux traits en étroite dépendance l'un par rapport à l'autre : l'isolement, la subordination.

1. *L'isolement* des ruraux est aussi bien matériel que moral. Bien entendu, il n'existe encore ni cinéma, ni radio, ni télévision, toutes

techniques qui relieront plus tard le rural au monde extérieur. Sans doute, les chemins de fer sont, pour l'essentiel, achevés. Mais ils ne pénètrent pas partout, en dépit de la construction des lignes « électorales ». De plus, ils sont chers, et l'automobile, vers 1880-1900, n'existe pas encore en tant que moyen de transport d'usage courant. La bicyclette toutefois est née et permet déjà des échappées vers le chef-lieu pour quelques achats, pour une foire, pour un bal, etc. On n'a pas assez insisté sur le début d'indépendance que procurait ce moyen de transport très modeste, très peu coûteux, mais si efficace. La vie rurale, pour le déplacement de la ménagère, des jeunes, etc., en a été sensiblement affectée.

Malgré tout, les distances demeuraient longues, pénibles à parcourir et c'est autrement que pouvait s'établir le contact avec le monde extérieur. Parfois, c'était le monde extérieur lui-même qui venait trouver le paysan isolé dans son hameau : il s'offrait sous la forme humble et familière du « Planteur de Caïffa », marchand de colifichets, de fil et d'aiguilles, sinon même... de café ; et colporteur de nouvelles, aussi²⁵. Plus souvent, des circonstances exceptionnelles projetaient au contraire le rural au sein d'autres milieux : depuis que le service militaire était devenu obligatoire, tous les Français du sexe masculin passaient plusieurs mois en contact avec d'autres Français. Mais la vie de la caserne représentait-elle vraiment une échappée vers l'extérieur ? On peut en douter, à voir comment les « pays » s'aggloméraient et se repliaient jalousement sur eux-mêmes, malgré l'uniforme. La véritable transformation, de ce côté-là, ne viendra que plus tard et sera due à la guerre de 1914-1918.

On dira que l'isolement moral et culturel tout au moins avait commencé à se réduire avec l'école et sa fréquentation obligatoire. La III^e République avait en effet poursuivi, dans ce sens, un effort qui remplissait ses partisans de fierté et ses adversaires d'indignation. Mais effort plus remarquable par son volume que par sa qualité. Les lois scolaires de 1881, 1882, 1886 avaient rendu l'enseignement obligatoire et gratuit, en même temps que laïque. De là une uniformisation certaine, traduite par le recul des patois et en même temps un contact mieux établi avec des milieux extérieurs. Cependant de bons observateurs ont noté que l'enseignement primaire, avec les meilleures

25. J'ai pu, en interrogeant mes étudiants, me convaincre qu'aucun d'eux ne connaissait l'existence du Planteur de Caïffa, figure cependant tout à fait représentative du monde des campagnes dans les années voisines de 1900. Preuve malheureusement bien certaine qu'il y avait là référence à un monde que l'auteur de ces lignes avait connu et qui semble avoir disparu.

intentions du monde, cherchait à diriger ses élèves les plus brillants vers les carrières citadines, donc à les arracher à la campagne ²⁶.

2. Deuxième trait : la *subordination*. Oui, les ruraux ont vu reconnaître leur majorité politique, et cela depuis un demi-siècle, puisque le suffrage universel date en France de 1848. Pourtant cette accession au droit de vote et même à l'éligibilité laisse encore subsister, vers la fin du XIX^e siècle, de larges pans d'une subordination qui aura bien du mal à s'effacer.

Subordination à l'égard du *marché*. Tant que l'économie de subsistance a régné, le paysan conservait une indépendance, d'ailleurs coûteuse et qu'il payait de bien des privations. Depuis que l'économie de marché a fait son apparition, la nécessité de vendre a mis le producteur agricole en état de dépendance, pour toute la part de sa production qu'il commercialise. Plus précisément, elle le met entre les mains de l'intermédiaire, de l'acheteur citadin (boucher, chevillard, etc.) beaucoup mieux armé que lui et qui dictera ses prix, aussi longtemps que le marché restera orienté vers la baisse, c'est-à-dire pendant toute la durée de la crise agricole et jusqu'à la fin du siècle.

Subordination encore à l'égard du *prêteur* qui arbore des visages divers : notaire, Crédit foncier, plus rarement usurier du genre Gobseck. Car le paysan qui se prive de presque tout, se laisse aller au dangereux attrait du crédit. Il emprunte et nous le savons, plus souvent pour acquérir des terres que pour améliorer celles qu'il possède déjà. D'où son endettement, fort lourd étant donné la médiocrité de ses moyens. C'est seulement la guerre de 1914-1918 et plus précisément l'inflation qui, jointe à la pénurie, le libèrera de ses dettes et lui permettra de racheter ses terres à un prêteur urbain, autrefois riche et maintenant ruiné. Mais dans les années 1880-1900, on en est encore loin et la crise agricole n'a fait qu'aggraver une situation déjà ancienne, et fort pénible.

Subordination enfin à l'égard de toute une série de « *Messieurs* », de *Notables*, aussi nombreux que divers : le grand propriétaire, noble ou bourgeois, règne encore despotiquement sur un peuple de métayers, fermiers et salariés. Parfois, comme dans l'Allier, sa suprématie est contestée (et plus encore celle des « fermiers généraux » selon l'appellation locale). Mais ailleurs, dans l'Ouest, elle ne l'est pas. Suivant

26. Georges DUPELX, *La société française, 1789-1960* (1964), p. 183. Le même auteur dit très justement que « Jules Ferry et ses collaborateurs s'inquiétaient plus de former, par l'école, de bons citoyens que des professionnels compétents ». Les pages 177-187 de cet ouvrage seraient à citer tout entières.

les régions, une certaine subordination encore se manifeste à l'égard du clergé, principalement du clergé catholique.

Pourtant, vers 1880, un changement se fait jour et l'on constate, non point la disparition des Notables, mais leur « relève ». Ce ne sont plus le noble, le grand propriétaire, le châtelain, qui imposent leur pouvoir — leur pouvoir « social »²⁷ —, ce sont des personnages nouvellement venus à la vie sociale : l'avocat, le médecin, l'instituteur. Pour eux tous, bien entendu, il y aura interférence entre leur action sociale (ils exercent désormais l'autorité sociale) et leur action politique (ils deviennent conseillers généraux, députés, etc.). Quant à l'autorité exercée par des représentants de la religion catholique, le déclin de la pratique religieuse, en cette fin du XIX^e siècle, transforme la situation. La propagande anticléricale produit ses effets, dont l'un des plus nets est le conflit entre l'instituteur et le curé. En un mot, les Notables ne sont plus les mêmes, et pourtant il y a toujours des notables, pour les paysans français. Au fond, la nouveauté se situe peut être dans le fait que le terme s'écrit désormais sans majuscule, et rien de plus...

Il serait fort étonnant que, soumis comme ils l'étaient à cet isolement, à cette subordination, les paysans français des années 1880-1900 n'aient pas réagi. En vérité, leurs réactions ont été de faible envergure et l'on ne peut dire que la crise agricole les ait entraînés à beaucoup de violence. Pour la plupart d'entre eux, le repliement a été la règle : d'une vie médiocre, ils sont passés à une vie misérable. Cependant divers moyens pouvaient s'offrir à eux, s'ils voulaient échapper à leur condition : l'exode rural, d'abord, qui n'était peut-être qu'une façon d'exporter la misère des campagnes vers les villes. Mais aussi des moyens concernant directement le sort des paysans et que nous examinerons suivant leur agressivité croissante.

La moindre agressivité se rencontre, bien entendu, au niveau des associations (syndicats et coopératives) qu'Augé-Laribé a si bien étudiées, dans un ouvrage déjà cité. On se rappellera que la loi de 1884 a été adoptée au moment même où la crise agricole battait son plein. L'individualisme traditionnel dans les milieux ruraux a bien dû céder parfois devant les avantages que procuraient syndicats et coopératives : achat, vente, transformation des produits, etc. Il n'a

27. Sur la notion même de pouvoir social, cf. notre ouvrage : *Pouvoir et Société économique* (1966), 4^e partie tout entière. Sur *La fin des Notables*, voir le livre de D. Halévy qui porte ce titre (1930). Nous nous permettons de renvoyer à un autre de nos ouvrages : *La grande Bourgeoisie au pouvoir* (1960) où l'on trouvera des détails sur le « tournant » capital de 1879.

pourtant pas cédé dans tous les cas, et la lenteur du mouvement d'association fournit la preuve des obstacles qu'il a rencontrés. L'incertitude du cadre juridique ne disparaîtra que beaucoup plus tard, avec la loi de 1920 et, en attendant ce moment lointain, on ne peut dire que l'association, sous l'une ou l'autre de ses formes, ait représenté un moyen très employé par les ruraux pour lutter contre les effets de la crise agricole.

Allait-on recourir alors à la politique ? Un fait majeur se détache ici : les agriculteurs représentent des voix nombreuses, et la France de 1880-1900 est encore largement rurale. Du point de vue électoral, voilà les « gros bataillons », dont nul candidat ne peut faire abstraction. D'autant que l'information (presse, en particulier) s'étant développée, les ruraux ont commencé à prendre conscience de leurs intérêts communs²⁸ : ils ont su en assurer la défense, lorsqu'ils ont cherché à obtenir la protection douanière. Ne nous demandons plus si eux-mêmes, si leurs guides, ont été bien inspirés en appliquant ce remède aux maux nés de la crise agricole. Retenons seulement que le remède réclamé a été obtenu et songeons aux luttes parlementaires qui ont mis, à cette époque, les intérêts paysans au premier plan de l'actualité. Méline, déjà ministre de l'Agriculture dans le cabinet Ferry, en 1883-1885, devient président du Conseil en 1896. Il prend en même temps un portefeuille, celui de l'Agriculture. Fait inouï ! Les ruraux en éprouvent une très vive satisfaction, car c'est bien là, pour eux, le signe d'une promotion politique — mais pas encore, sans doute, celui d'une promotion sociale.

Car il s'agissait, visiblement, de satisfaire une clientèle électorale, et rien de plus. Parmi les élus à la Chambre, beaucoup revendiquent le titre d'« agriculteurs ». Mais la plupart sont en réalité des propriétaires aisés. Combien, parmi eux, ont vraiment tenu les mancherons d'une charrue ? Pierre Barral, parlant d'une période à peine postérieure à la crise (1909) évalue leur nombre à neuf ou dix, pas davantage²⁹. Autrement dit, les ruraux n'ont pas encore bien vu ce qu'avaient découvert, pour le monde ouvrier, les auteurs du *Manifeste des Soixante*, en 1864 : à savoir qu'ils pourraient sans doute défendre eux-mêmes leurs intérêts. Ils continuent à confier ces derniers à des personnes étrangères au monde rural ou qui ne représentent que des fractions du monde rural.

28. Intérêt communs, disons-nous. Mais non pas conscience de classe. Car, à notre avis, le monde rural ne forme pas une véritable classe.

29. Pierre BARRAL, *Le mouvement paysan en France depuis 1860. Rapport pour l'« Enquête sur les mouvements paysans et problèmes agraires... »* (1967), p. 6.

Alors, puisque l'association, puisque le recours à la politique n'ont qu'une efficacité restreinte et ne peuvent effacer toutes les traces de la crise agricole, une autre voie s'offre encore, celle de la violence. Tout au moins celle de l'agitation : car, ne nous y trompons pas, la fin du XIX^e siècle ne nous révélera l'image d'aucune Jacquerie, d'aucun mouvement qui puisse être qualifié de révolutionnaire. En revanche, une agitation qui fut parfois assez violente et mérite de retenir l'attention³⁰.

Chose singulière, on ne la rencontre pas dans les grandes exploitations du Bassin parisien, cependant de type nettement capitaliste, avec emploi massif d'une main-d'œuvre purement salariée. Les deux dernières décennies du XIX^e siècle ne révèlent de grèves ayant quelque ampleur que dans une région, le Centre.

D'abord, chez les bûcherons du Cher : la mévente du charbon de bois avait conduit les marchands à réduire leurs salaires. D'où la grève de 1891.

Quant aux métayers de l'Allier, ils souffraient depuis longtemps des charges qui leur étaient imposées, sous la forme en particulier de redevances connues sous le nom, traditionnel et bizarre, d'« impôt colonique ». De là les rancœurs, elles aussi traditionnelles, contre les « fermiers généraux », et des grèves qui se produisirent dans les toutes premières années du XX^e siècle, au moment donc où déjà la crise agricole appartenait, pour l'essentiel, au passé.

Quant aux mouvements qui agitèrent le Midi viticole, ils se situent encore plus tard dans le siècle et échappent par conséquent à une étude que nous avons limitée à la grande « crise agricole ».

2. La place des ruraux dans la société française, vers 1900

Si l'on s'en tient aux chiffres et aux observations quantitatives, la place des ruraux reste encore fort importante, à la fin du XIX^e siècle. Bien des traits le prouvent.

La population dite « rurale » (moins de 2 000 habitants agglomérés) est de 24,5 millions en 1881, de 23 millions en 1901. Ce qui représente respectivement 65 % et 59 % de la population totale. Donc plus de la moitié.

30. Outre le rapport de P. BARRAL, cité à la note précédente, on tiendra compte des travaux — actuellement en cours — de M. GRATTON, sur les grèves agricoles en France, de 1890 à 1935. Les cartes et graphiques fournis par ce dernier auteur montrent quelle fut la densité des grèves agricoles dans deux régions françaises : le Languedoc et le Centre.

La population *active* agricole forme, en 1896, près de la moitié du total de la population active : 8,5 millions sur 19, soit 45 %.

Le *produit* de l'activité agricole³¹ est passé de 7 709 millions de francs en 1882 à 7 449 millions en 1898, soit respectivement 30 % et 27 % du total. C'est moins que l'industrie, dont la part a dépassé celle de l'agriculture depuis longtemps déjà ; mais une part du tiers environ demeure quand même quelque chose d'appréciable.

Pourtant, on ne saurait dire que la place des ruraux dans la hiérarchie sociale, en France, corresponde à cette importance. Augé-Laribé remarquait, avec une ironie amère, que les denrées alimentaires « manquaient de prestige ». Et sans doute aussi ceux qui fournissent les denrées en question... Mais, pour parler plus précisément, est-ce la crise agricole qui a provoqué cette mésestime dont souffrent les ruraux auprès de l'opinion dominante ? Réserve faite de propos visiblement intéressés dus à des politiciens en mal de clientèle, réserve faite aussi de la célébration des vertus paysannes par des romanciers « bien pensants », le dernier quart du XIX^e siècle a-t-il déplacé le monde agricole, sur l'échelle des valeurs sociales ?

On pourrait mettre ici en avant la prise de conscience d'intérêts communs et nous l'avons nous-même évoquée, il y a un instant. En présence de graves dangers, les agriculteurs français se sont rendu compte qu'ils étaient solidaires et que le plus dangereux adversaire de chaque producteur était, non pas le producteur voisin, mais le lointain producteur du Canada, des Etats-Unis, d'Argentine, etc. Pour lui résister, il fallait obtenir des mesures d'ensemble, au niveau national. Le tout représenté par l'arsenal des mesures protectionnistes.

De là suivent de nouvelles considérations : au cours de cette lutte, de cet effort pour combattre les effets de la crise agricole, les ruraux se sont aperçu qu'ils étaient fort nombreux et que bien des gens venaient solliciter leurs suffrages. Autrement dit, ils ont pris conscience de leur force politique. Peut-être n'ont-ils pas toujours manifesté de la clairvoyance, dans le choix de leurs mandataires. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'a pas été besoin de créer un groupe parlementaire, qualifié de « paysan », de « rural » ou d'« agricole ». L'expérience parlementaire de cette époque révèle un fait permanent : dès qu'il s'agit de défendre les intérêts de l'agriculture, une majorité se forme : elle est composite et regroupe des voix de gauche, de

31. Dont le montant absolu a déjà été indiqué ci-dessus. Source : *Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 158, p. 11.

droite comme du centre. Pour défendre le paysan (et plus encore le paysan qui est « petit » ou se qualifie de la sorte), les étiquettes politiques ne comptent plus. Voilà ce que révèle déjà l'analyse des scrutins, à la fin du XIX^e siècle et au moment, par conséquent, où la crise agricole représente le signal d'alarme, un signal auquel peu de parlementaires restent sourds³².

Brochant sur le tout, il y a encore, exprimées rarement, mais partout présentes, toute une série d'idées : idée que la France est menacée d'une guerre avec un puissant voisin. Qu'en cas de conflit, il serait toujours bon d'avoir assez d'agriculteurs pour nourrir les civils comme l'armée. Quelques conservateurs vont plus loin et font de la masse paysanne un facteur de stabilité sociale, un moyen de contrecarrer les visées révolutionnaires... On le voit, toutes ces opinions ne sont pas nécessairement désintéressées, il n'est pas sûr non plus qu'elles correspondent à la réalité. Mais elles existent, elles représentent, comme telles, des faits incontestables et ce n'est visiblement pas en France que l'on pourrait concevoir une politique économique comme celle de l'Angleterre, sacrifiant délibérément son agriculture traditionnelle au profit de son industrie naissante. Le spectacle ainsi donné par l'Angleterre, dans la première moitié du XIX^e siècle, n'avait aucune chance de trouver un symétrique de ce côté-ci de la Manche et la sollicitude des pouvoirs publics, du Parlement, avait visiblement des racines profondes dans l'opinion française. La crise agricole, en aggravant le sort déjà fâcheux des agriculteurs français, avait encore confirmé ces diverses attitudes.

Ainsi, le bilan n'était pas entièrement négatif. La crise avait causé bien des pertes, fait naître bien des soucis, mais le monde rural en sortait avec des forces accrues, sinon avec une organisation neuve. Il avait su se concilier des défenseurs nombreux et attentifs. Il était plus uni, moins dispersé. Il avait su faire le compte de ses moyens et les avait trouvés appréciables, susceptibles en tous cas de lui faire surmonter l'épreuve. Sur l'échelle sociale, il ne se situait pas bien haut, mais sans doute un peu plus haut qu'un quart de siècle auparavant. On connaît ce qu'a dit D. Halévy, parlant des paysans des années 70 : « Cette foule ahurie qui vote tantôt pour l'Empire, tantôt pour l'Eglise et tantôt pour la République »³³. Entièrement

32. Il va de soi que pareille attitude débordera le cadre du XIX^e siècle et de la crise agricole. On le verra bien lorsque, au XX^e, la taxation des bénéfices agricoles viendra en discussion.

33. D. HALÉVY, *La fin des Notables* (op. cit.), p. 140.

exacte pour le troisième quart du XIX^e siècle, la formule a cessé de l'être vers 1900. Un changement s'est fait et il a été dû en grande partie à la crise agricole.

Un changement, mais point de révolution. Et à vrai dire, pour que la place des ruraux sur l'échelle sociale devienne vraiment nouvelle, il faudra encore quelques années et nous pensons, pour notre part, que la transformation de la condition rurale en France date de la première guerre mondiale, et d'elle seulement. C'est elle qui accumulera, en peu de mois, une série de circonstances dont voici les principales :

1. Concentration des paysans dans les tranchées, d'où ils reviendront — mais ils n'en reviendront pas tous, hélas ! — parés d'une fierté nouvelle et d'un prestige incomparable.

2. Contact entre diverses catégories sociales, dont les paysans. L'isolement de ces derniers a cessé : par force sans doute, mais il a cessé, et pour de longs mois, de longues années.

3. Survenance d'un fait oublié : la pénurie alimentaire, qui oblige les moins attentifs des Français à se rappeler qui accomplit l'effort de les nourrir.

4. Apparition d'un autre fait : la prospérité, qui survivra même à la guerre et se trouvera relayée par l'inflation. Jusqu'à la crise mondiale, les paysans connaîtront quinze à vingt années de revenus élevés : et nul n'ignore que la hausse des revenus est — non point la cause — mais certainement une des causes de la promotion sociale, et aussi un de ses signes.

Seulement, en 1900, tous ces faits appartiennent à l'avenir. Aucun d'eux ne s'est encore révélé lorsque se termine la crise agricole de 1880-1900. Ce n'est en vérité que la guerre qui fera, du paysan français, un autre homme et lui donnera, dans une société renouvelée, un rang également nouveau.

JEAN LHOMME